

ENTREPRISES

Défaillances des sociétés

Le commerce réclame plus d'attention

• **4.457 sociétés ont fermé à fin septembre, dont 1.540 dans le secteur**

• **Le plan Rawaj encore loin de ses objectifs**

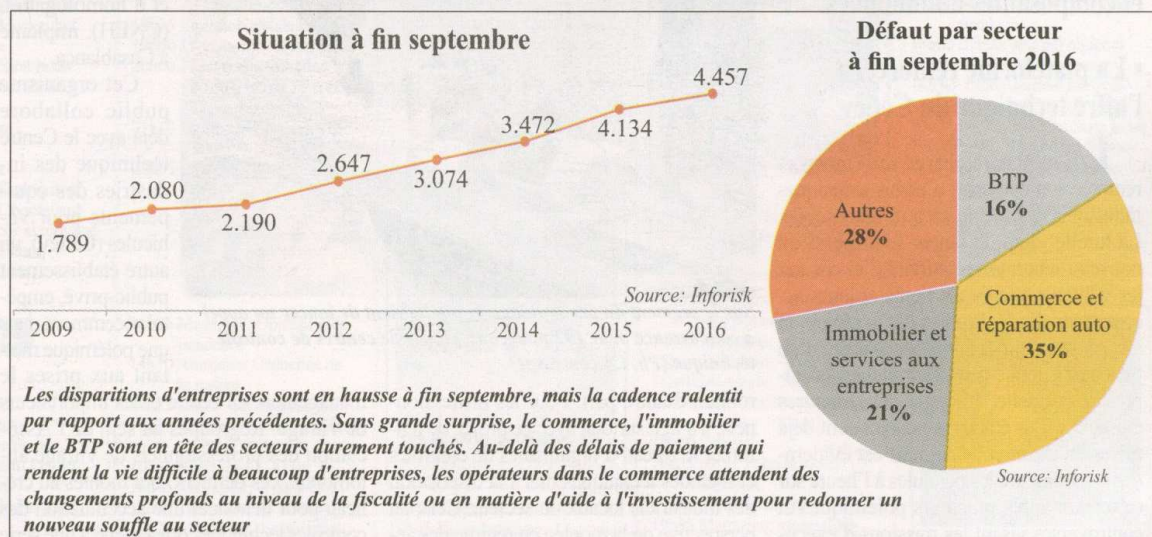
• **La profession attend beaucoup de «Maroc Commerce 2020»**

1.189 entreprises ont fait faillite au troisième trimestre portant le nombre de défaillances depuis le début de l'année à 4.457, selon Inforisk. Les disparitions d'entreprises sont en hausse de 8% à fin septembre, mais elles progressent moins vite que les années précédentes (hausse annuelle moyenne de 17% de 2012 à 2015). Parmi les secteurs durement touchés par la mortalité des entre-

prises, l'on retrouve le commerce. Plus de 1.500 sociétés ont fermé depuis le

début de l'année, sans compter celles qui n'engagent pas l'ouverture des pro-

cessus collectives. «C'est important d'encourager la création d'entreprises, sations sont encore loin des objectifs. Entre 2008 et 2015, la contribution du



début de l'année, sans compter celles qui n'engagent pas l'ouverture des pro-

mais préserver, renforcer et surtout faire perdurer celles existantes en particulier les PME, est tout aussi important si l'on veut lancer demain de futurs champions nationaux créateurs de valeur et d'emplois», relève Khalid Dahami, président de la Fédération du commerce et services.

Pour l'ensemble du marché, l'amélioration des délais de paiement serait hautement bénéfique et éviterait un certain nombre de faillites. Dans le commerce particulièrement, les professionnels attendent des changements plus profonds sur le plan fiscal ou encore en matière d'encouragement de l'investissement pour accélérer la modernisation du secteur et renforcer son poids dans le PIB. En gros, ils attendent des mesures plus efficaces que celles qui ont été déployées jusque-là. Huit ans après le démarrage du plan Rawaj, les réali-

commerce au PIB est passée de 70 milliards de DH à 79 milliards de DH, soit 8% du PIB. C'est la moitié du chemin pour atteindre les objectifs à l'horizon 2020 (15% du PIB). Le plan Maroc Commerce 2020 est censé apporter le nouveau souffle dont a besoin le secteur. Pour le moment, les contours du nouveau plan ne sont pas totalement fixés. «Il s'agit d'un plan très important pour notre secteur. Nous y travaillons avec les équipes du ministère et nous espérons passer à la vitesse supérieure après la nomination de notre ministre de tutelle», confie Dahami. Les opérateurs portent beaucoup d'espoir sur ce nouveau contrat afin d'accélérer notamment la modernisation du secteur. □

F. Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com